



Déclaration liminaire

CTSD 4 février 2019

Madame la Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD. Lors de cette commission, nous allons valider les premières mesures de carte scolaire pour la rentrée 2019. Le nombre d'élèves par classe est la première préoccupation de nos collègues et le levier qu'ils considèrent comme étant le plus déterminant pour la réussite de leurs élèves.

A la FSU, pour permettre la réussite des élèves, nous considérons :

- Qu'il ne faut pas de classe à plus de 25 élèves, y compris en maternelle, et à plus de 20 en Éducation Prioritaire.
- Qu'il faut des postes RASED, dans toutes les spécialités au plus près des écoles.
- Que des petites structures sont nécessaires pour que les élèves et les familles s'y retrouvent dans des écoles à taille humaine.

De nombreux chercheurs sont d'accord avec la FSU sur cette nécessaire baisse des effectifs, notamment M. Bressoux, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Grenoble Alpes qui estime que l'influence de la taille des classes "est d'autant plus forte que les enfants sont jeunes" et il évalue même la réduction à "au moins 5 à 6 le nombre d'élèves/classe pour commencer à en mesurer des effets.". Depuis une dizaine d'années, le nombre d'élèves par classe en France reste de 23 élèves, bien au-dessus de la moyenne OCDE à 21 et de pays bien classés aux évaluations Pisa comme la Finlande qui compte 19 élèves en moyenne. Pour rattraper cette moyenne il faudrait la création de 13 000 postes classes.

En Haute-Savoie, nous avons ré-obtenu, cette année, la place tant convoitée de dernier département de France au niveau du taux d'encadrement (5.14 postes enseignants pour 100 élèves) ! Bravo le 74 ! Votre prédécesseur expliquait cela du fait que notre département est très urbain et donc très dense. Sachez que des départements comparables et même supérieurs au nôtre sur ces 2 points ont un meilleur taux d'encadrement... Il y a une véritable inéquité de traitement pour la Haute-Savoie.

A 27 élèves ou plus après fermeture, les conditions de travail pour les élèves et leurs professeurs seront considérablement dégradées, la FSU se prononcera contre toute fermeture qui entraînera des moyennes si élevées. De même, nous avons relevé des inéquités de traitement entre des écoles qui ne peuvent pas être acceptées par notre fédération. Vous prononcez des mesures de fermeture aujourd'hui, alors même que nous n'avons pas l'éclairage précis sur des villes comme Annecy ou Thonon dont les effectifs sont très fluctuants. La croissance démographique de notre département étant considérable, nous comptons vraiment sur vous pour insister auprès des élus afin qu'ils engagent des travaux de construction de nouvelles écoles dans nos villes.

Vous avez donné les priorités gouvernementales pour cette rentrée 2019. Vous avez cité la Formation Initiale et Continue... S'agissant de la Formation Initiale, nous vous demandons d'intervenir pour dénoncer ce transfert de l'antenne ESPE de Bonneville vers une école Primaire sans locaux suffisants, avec un amoncellement d'ALGECO, sans gymnase, sans amphithéâtre, en grillageant la cour de l'école, sans parking conséquent, avec un réseau internet ne fonctionnant déjà que partiellement. Par cette mesure, on éloigne les PES des secteurs comme le Chablais qui ont le plus besoin de personnels. Pour la FSU, cette décision a été prise à la hâte, sans moyens, sans concertation. Cette décision va à l'encontre de l'intérêt des stagiaires, des personnels administratifs et enseignants qui y travaillent et tout cela pour quoi ? Pour faire plaisir à des politiciens ? Pour supprimer des postes ? Allez-vous vraiment cautionner cela en tant que responsable de l'éducation dans notre département ? La rectrice nous menace si cela ne se fait pas de rapatrier toutes les antennes de l'ESPE à Grenoble. L'égo de ces personnes est-il plus important que l'intérêt de l'Education Nationale ? Quel mépris pour les enseignants, les personnels administratifs et les usagers. Espérons que l'engagement envers le Service Public d'Éducation de madame la rectrice et des politiciens concernés soit à la hauteur du notre.